



Le projet de loi désastreux de Biden sur les « infrastructures »

Par [F. William Engdahl](#)

Mondialisation.ca, 04 juin 2021

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#), [Environnement](#), [Loi et Justice](#)

L'administration Biden a proposé ce qu'elle appelle une loi sur les « infrastructures » de 2 300 milliards de dollars qu'elle appelle le « Plan pour l'Emploi américain ». Loin de s'attaquer à l'énorme déficit des États-Unis en matière d'autoroutes, de ponts, de chemins de fer, de réseaux électriques, d'approvisionnement en eau et d'autres infrastructures économiquement vitales qui permettraient de résoudre des problèmes critiques dans le fonctionnement de l'économie, les planificateurs de Biden ont cyniquement pris un mot politiquement populaire, « infrastructure », et ont englouti des centaines de milliards de dollars dans des initiatives économiquement inutiles et destructrices qui ont plus à voir avec le programme vert qu'avec la reconstruction d'une économie saine. S'il est adopté, il aura des conséquences négatives pour l'économie autrefois leader du monde, avec de graves implications géopolitiques.

En mars, Biden a signé un autre énorme projet de loi extrabudgétaire, le « plan de sauvetage américain » de 1 900 milliards de dollars. Celui-ci était censé viser à traiter l'impact du Covid. Le projet de loi traitait en fait de presque tout, sauf du Covid. La loi est un ramassis de projets partisans. Entre autres choses, la loi prévoit 12 milliards de dollars pour l'aide étrangère, 15 milliards de dollars pour les soins de santé des immigrants illégaux, 112 milliards de dollars pour les prestations sociales et une généreuse somme de 350 milliards de dollars pour les États dirigés par les démocrates.

Moins de 10% ont été consacrés à des mesures d'aide au Covid. En politique, la façon dont on présente un projet de loi est plus importante que son contenu réel. Les critiques affirment que ces énormes projets de loi de dépenses visent à acheter une future base d'électeurs démocrates avec des aides gouvernementales.

Tout est infrastructure

Il n'est donc pas surprenant que l'équipe Biden ait soumis au Congrès un autre projet de loi de plusieurs milliards de dollars. Le Plan pour l'Emploi américain, d'un montant de 2 300 milliards de dollars, est un projet de loi dont bien moins de la moitié des mesures ont trait aux investissements classiques dans les infrastructures (routes, rails, réseaux électriques, approvisionnement en eau, ports ou aéroports), autant de domaines essentiels au bon fonctionnement de l'économie.

Un total de 750 milliards de dollars, soit seulement 32% du total, est effectivement consacré aux infrastructures telles que la réparation des autoroutes ou des ponts. Pourtant, même ce total ne comprend que 115 milliards de dollars d'infrastructures réelles pour les autoroutes,

les ponts et les rues. Mais la section de 750 milliards de dollars consacrée aux infrastructures de transport propose 174 milliards de dollars de subventions publiques supplémentaires pour les véhicules électriques de l'Agenda vert, dans ce que l'on pourrait appeler une subvention « enrichir Elon Musk ».

La fiche d'information de la Maison Blanche affirme que cette mesure contribuera à rendre les États-Unis plus compétitifs par rapport aux voitures électriques chinoises. Mais la voiture électrique la plus vendue en Chine aujourd'hui est la Tesla de Musk. Ces 174 milliards de dollars sont bien plus élevés que les 115 milliards de dollars prévus pour les dépenses réelles en matière d'autoroutes, de ponts et d'infrastructures de transport. Pourtant, la Maison-Blanche fait la promotion du projet de loi en faisant référence à la nécessité de s'attaquer aux autoroutes et aux ponts en ruine des États-Unis, comme si c'était là l'objectif du projet de loi.

Le projet de loi Biden définit à peu près tout comme « infrastructure ». Son le Plan pour l'Emploi américain prévoit, entre autres, des dépenses pour ce qu'il appelle les « infrastructures de soins ». Il définit cela comme 25 milliards de dollars pour améliorer les structures d'accueil des enfants et 400 milliards de dollars de dépenses pour les soins aux personnes âgées et handicapées, des dépenses qui pourraient être justifiées, mais pas comme « infrastructure ».

Enfouie dans le texte du projet de loi, qui prévoit 100 milliards de dollars pour la modernisation du réseau électrique et 27 milliards de dollars supplémentaires pour ce que l'on appelle un « accélérateur d'énergie propre et de durabilité », se trouve une proposition qui étendrait de généreux crédits d'impôt pour promouvoir les énergies solaire et éolienne alternatives afin d'atteindre une électricité « zéro carbone » d'ici 2035, une idée ruineuse. Il a été estimé que pour rendre l'électricité américaine 100% sans carbone, il faudrait utiliser entre 25 et 50% de toutes les terres des États-Unis. Le réseau actuel au charbon, au gaz et au nucléaire nécessite 0,5% des terres des États-Unis. Il est clair que le plan d'emplois verts de Biden cache un programme bien plus sinistre.

Ce que l'administration cache également, c'est le fait que ce plan serait une énorme aubaine pour la Chine, qui détient un quasi-monopole mondial sur la production de panneaux solaires, et pour le Danemark ou l'Allemagne, qui fabriquent aujourd'hui la plupart des éoliennes. Ces pays ne créent pas d'emplois américains comme l'a prétendu un jour John Kerry, le tsar du climat de Biden. Ironiquement, l'administration Biden considère l'Allemagne comme un modèle, l'endroit où le programme d'énergie verte de Merkel a créé les coûts d'électricité les plus élevés de toute l'Europe.

Le projet de loi Biden propose ensuite 10 milliards de dollars pour créer un « Corps civil pour le Climat », qui ressemble délibérément au Corps civil de Conservation de Roosevelt à l'époque de la Dépression, mais avec une mise à jour « éveillée » politiquement correcte du New Deal vert. La Maison-Blanche affirme qu'elle « mettra une nouvelle génération diversifiée d'Américains au service de la conservation de nos terres et eaux publiques, du renforcement de la résilience des communautés (?) et de la promotion de la justice environnementale (quoi que cela veuille dire) grâce à un nouveau Corps civil pour le Climat ». Il ne fait aucun doute que dans les États-Unis de Biden-Harris, cela a quelque chose à voir avec la race et le sexe, mais pas avec les infrastructures.

Un autre montant de 20 milliards de dollars devrait aller « à la promotion de l'équité raciale et de la justice environnementale ». Apparemment, cela signifie détruire les infrastructures

routières existantes dans les villes où l'on prétend diviser les quartiers selon des critères raciaux. En outre, un montant impressionnant de 213 milliards de dollars sera consacré à la construction ou à la rénovation de 2 millions de maisons et de bâtiments. À cela s'ajoute ensuite 40 milliards de dollars supplémentaires pour le logement public, en affirmant que cela « *profitera de manière disproportionnée aux femmes, aux personnes de couleur et aux personnes handicapées* ». Pour quiconque connaît les ghettos de logements publics des centres-villes américains, cela n'est guère positif pour les personnes qui devraient vivre dans ces lieux.

Dans l'une des propositions « d'infrastructure » les plus curieuses, Biden dépenserait 100 milliards de dollars pour de nouvelles écoles publiques et pour rendre les repas scolaires plus « verts ». Cela intervient juste après que le projet de loi Covid de mars ait accordé un montant sans précédent de 128 milliards de dollars pour les écoles publiques. Le système américain donne le contrôle de l'éducation aux gouvernements municipaux locaux et non au gouvernement fédéral, ce qui amène certains à suggérer que le programme de l'équipe Biden consiste à imposer une prise de contrôle furtive de l'éducation dans les écoles publiques par le gouvernement fédéral. Ce que l'équipe Biden entend par « déjeuners verts » comprend « *la réduction ou l'élimination de l'utilisation d'assiettes en carton et autres matériaux jetables* ». On peut supposer que cela inclut l'élimination des couteaux et fourchettes en plastique, laissant les enfants manger peut-être avec leurs doigts ?

Et, pour une bonne mesure « infrastructurelle », des milliards supplémentaires seront consacrés à « *l'élimination des inégalités entre les races et les sexes dans la recherche et le développement des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM)* ». On ne sait pas très bien comment cela peut aider l'infrastructure de base en ruine des États-Unis.

Tous ces 2,3 milliards de dollars de projets principalement liés à l'Agenda vert seront financés par les plus fortes augmentations d'impôts depuis les années 1990 et par un déficit fédéral plus important.

Le véritable déficit d'infrastructure

L'ensemble du Green New Deal et de l'Agenda 2030 de l'ONU est une couverture frauduleuse pour désindustrialiser délibérément non seulement les États-Unis, mais aussi l'Europe et l'ensemble du monde industrialisé. Aucune économie dans l'histoire, en dehors des dommages causés par la guerre ou la dépression, n'est délibérément passée d'une infrastructure plus efficace sur le plan énergétique à une infrastructure plus faible. Notamment, la Chine, tout en promettant un accord, déclare également qu'elle se conformera à la norme « zéro carbone », mais seulement dix ans après les États-Unis et l'Union européenne, en 2060. En ce moment, elle ajoute de nouvelles centrales au charbon à un rythme rapide.

Le véritable déficit d'infrastructures de l'économie américaine se situe au niveau des centaines de milliers de kilomètres d'autoroutes nationales interétatiques. De plus, la détérioration du réseau électrique est rendue plus vulnérable par l'achat forcé d'énergie solaire ou éolienne peu fiable et coûteuse.

En mars, l'American Society of Civil Engineers a publié son analyse des infrastructures américaines, avant la proposition Biden de 2,3 milliards de dollars. Le rapport évalue l'état des ponts, des routes, des transports en commun, des ports, des aéroports, des voies

navigables intérieures et de l'approvisionnement en eau. Il estime qu'un total d'au moins 6 000 milliards de dollars est nécessaire pour réparer ou remettre en état les infrastructures détériorées des États-Unis. Il s'agit d'infrastructures de base, pas d'un programme vert. Le rapport note que les infrastructures qui apportent de l'eau propre aux grandes villes, ainsi que des milliers de kilomètres de canalisations d'eaux usées, des réseaux d'égouts construits il y a des décennies, ont grand besoin d'être renouvelés.

Le rapport ajoute que le système d'infrastructure de l'eau potable, soit quelque 2,2 millions de kilomètres de canalisations souterraines, est vieillissant et a grand besoin d'être renouvelé. Les services locaux de distribution d'eau remplacent environ 1 à 5% par an, ce qui est beaucoup trop peu, en raison du manque de financement.

Le rapport de l'ASCE note que sur les 617 000 ponts que comptent les États-Unis, « 42% ont au moins 50 ans, et 46 154, soit 7,5% des ponts du pays, sont considérés comme structurellement déficients, ce qui signifie qu'ils sont en "mauvais" état ». À lui seul, le retard pris dans la réparation urgente des ponts nécessiterait 125 milliards de dollars. Et ils estiment que plus de 40% des routes et autoroutes du pays sont en mauvais ou médiocre état.

Ce n'est là qu'une indication partielle de l'énorme déficit en infrastructures économiques réelles nécessaires pour maintenir et améliorer les performances économiques de l'économie américaine. Le fait que le programme vert de l'administration Biden, contre le réchauffement de la planète, détourne les appels populaires en faveur du maintien de cette infrastructure de base nécessaire au profit de projets écologiques et autres inefficaces et destructeurs signifie que les fondements économiques des États-Unis vont s'affaiblir à un rythme accéléré.

C'est apparemment ce que souhaitent certains milieux influents tels que BlackRock. Les deux principaux conseillers économiques de Biden sont issus de BlackRock. Brian Deese, responsable des investissements verts ou durables (ESG) chez BlackRock, est directeur du Conseil économique national, et Adewale « Wally » Adeyemo, ancien chef de cabinet du PDG de BlackRock, Larry Fink, est secrétaire adjoint au Trésor auprès de l'ancienne directrice de la Fed, Janet Yellen. BlackRock, la plus grande société d'investissement au monde avec plus de 9 000 milliards de dollars sous gestion, est l'un des principaux acteurs de l'agenda de la Grande Réinitialisation du Forum économique mondial de Davos et, clairement, de l'agenda « infrastructure » de Biden.

Article original en anglais :



["America Jobs Plan"? Biden's Disastrous "Infrastructure" Bill](https://journal-neo.org)

source : <https://journal-neo.org>

Traduit par [Réseau International](#)

Articles Par : **[F. William Engdahl](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca